



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Plus-de-100-organisations-et-personnalites>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **Plus de 100 organisations et personnalités appellent à une réaction massive face à la criminalisation de la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure**

19 octobre 2018

Plus de 100 organisations et personnalités appellent à une réaction massive face à la criminalisation de la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure

Ces organisations nationales et régionales, collectifs et personnalités publiques se joignent à cette tribune des associations, collectifs et habitant-es en lutte contre la poubelle nucléaire CIGEO, pour :

- mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations et espaces d'opposition en France
- construire une résistance à cet effet
- en finir avec la peur et le silence

Bure est devenu un gigantesque laboratoire répressif. Asphyxier ce combat légitime contre l'ordre nucléaire est un test pour mieux réprimer les autres luttes à l'avenir. Nous sommes tous-tes concerné-e-s.

Nous, associations nationales et locales, collectifs, comités, personnalités, dénonçons la politique de criminalisation et de répression systémique qui s'abat sur les opposant-e-s à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure depuis plus d'un an et demi. Pour détruire ce mouvement de résistance vieux de 25 ans, il y a déjà eu plus d'une cinquantaine de procès. Des centaines de mois de sursis distribués. Près de 2 ans de prison ferme. 26 interdictions de territoire. 7 personnes interdites de se voir et rentrer en relation, et ce pour des années, dans le cadre d'un contrôle judiciaire dans une instruction pour "association de malfaiteurs". Des milliers d'euros d'amende. Une vingtaine de perquisitions réalisées en Meuse, à Paris, en Isère. Une trentaine de gardes à vue - dont celle, le 20 juin 2018, de l'avocat Maître Étienne Ambroselli. Un escadron de gendarmes mobiles installé sur place depuis l'été 2017. Chaque jour, depuis plus d'un an, les habitant-e-s de Bure et autour sont suivis, fichés, filmés, et contrôlés, et parfois à plusieurs reprises en l'espace de quelques heures.

Ce mardi 16 octobre, dans l'enceinte du tribunal de grande instance de Bar-le-Duc une nouvelle atteinte aux droits de la défense a eu lieu, un nouveau pas franchi dans la répression. **Ce matin-là, parmi d'autres procès, le tribunal a jugé en absence et par défaut le militant et journaliste Gaspard d'Allens. Pourtant ce dernier n'a jamais été informé qu'un procès le concernait. Il ne savait pas qu'il y avait des accusations portées contre lui. Il n'a donc pas pu préparer sa défense ni choisir un avocat.** Néanmoins, il a quand même été jugé : au mépris des garanties les plus élémentaires des droits de la défense.

Le procureur Olivier Glady a expliqué devant une assistance et des avocats outrés qu'il lui avait envoyé une convocation à une adresse à Paris. Or cela fait 5 ans que Gaspard n'y habite plus et le procureur le savait pertinemment. Gaspard est domicilié à Mandres-en-Barrois, à proximité de Bure, où il a été filmé durant des semaines presque quotidiennement par les gendarmes. Le procureur a pourtant affirmé qu'il était "radicalement introuvable".

Mais qui à Bure pourrait encore être « introuvable » alors qu'une surveillance généralisée traque les opposants à CIGEO ? Qu'entre 15 et 50 téléphones sont sur écoute de façon ponctuelle ou permanente ? Que les communications sont espionnées et les déplacements traqués ? Que toutes les amitiés qui sont nées au coeur de cette résistance sont soupçonnées de relever d'une « association de malfaiteurs » à finalité criminelle ? Des millions d'euros d'argent public sont dépensés pour traquer les opposants, et le Parquet n'aurait pas pu actualiser son adresse de résidence ?

Depuis le mois de juin 2017, dans le cadre d'une instruction judiciaire pour "association de malfaiteurs", une « cellule Bure », basée entre Nancy et Commercy, fait travailler à temps plein entre 5 et 10 officiers de police judiciaire. Leur mission : enquêter et consigner toute la vie des opposants dans des milliers de procès-verbaux. Un seul but : surveiller et détruire le mouvement de lutte par l'asphyxie policière et judiciaire.

Avec une autre personne, Gaspard a été accusé d'avoir fait opposition "par violence ou voie de fait" le 23 janvier 2017, aux travaux publics de l'ANDRA dans le bois Lejuc occupé. Le procureur réclame 3 mois de sursis simple. Une peine devenue classique pour quiconque refuse l'ordre nucléaire en Meuse. Gaspard s'est interposé physiquement quelques minutes devant un bulldozer. Mais où est la "violence", puisqu'à cette époque, le 30 janvier 2017, le chef de chantier de l'Andra, Emmanuel Hance versait de l'huile inflammable sur des opposants accrochés à une barricade (<https://www.youtube.com/watch?v=kzit6sjjt-E>) ?

Cette violation évidente des droits de la défense n'est qu'une goutte d'eau de la politique de karcher répressif qui vise à "nettoyer" intégralement toute forme de contestation à Bure. Le 16 octobre, six nouveaux procès absurdes ont également eu lieu, principalement pour des "outrages" générés par le climat de militarisation irrespirable qui s'est installé dans le sud-Meuse. Trois mois de prison ferme ou avec sursis ont été requis en fonction des cas.

D'étranges pratiques s'installent en Meuse. Que penser d'un tribunal où les gendarmes mobiles encadrent les arrivées et les départs à chaque procès concernant Bure, et finissent régulièrement par vider la salle d'audience ? Quelles conclusions devons-nous tirer lorsque des avocats commis d'office refusent de se déplacer pour assister certaines personnes gardées à vue à Bure ? Comment juger le fait que l'avocate de l'Andra, Carine Bourrel, soit également la batônnière de la Meuse ? Que devons-nous conclure lorsqu'en garde à vue un officier de police judiciaire appelle le juge d'instruction M. Le Fur par son prénom, « Kevin », lorsqu'elle lui passe des coups de téléphone ?

Nous dénonçons fermement la mise en place depuis 2 ans en Meuse d'un système mafieux qui ne dit pas son nom, où les libertés fondamentales et les droits de la défense sont chaque jour piétinés. Au nom de l'avancée forcée d'un projet nucléaire démentiel qui ne présente

aucune garantie de sécurité et de faisabilité. Au nom de la destruction d'un mouvement de lutte pluriel pour commencer les travaux imminents de CIGEO. Au nom de la mise en place d'un laboratoire répressif servant d'expérimentation pour mieux neutraliser de futures luttes.

Fait tout aussi inquiétant, cette répression massive s'installe également partout ailleurs en France et dans le monde, dans les mouvements sociaux, les quartiers, les luttes migratoires, les luttes territoriales et environnementales... Nous ne devons pas rester silencieux ni courber l'échine par peur d'être les prochain-e-s sur la liste.

Nous appelons à ce qu'un maximum d'organisations, de comités, de collectifs et de personnalités publiques signent et relaient cette tribune pour :

- mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations et espaces d'opposition en France
- construire une résistance à cet effet
- en finir avec la peur et le silence

Nous appelons à densifier partout les solidarités et à ne pas nous laisser enfermer dans l'isolement.

Nous ne serons pas les prochain-e-s sur la liste !

Nous refusons de céder à l'intimidation !

CONTINUEZ A SIGNER MASSIVEMENT CETTE TRIBUNE !

Adresse pour les signatures : soutienburerepression@riseup.net (Merci de préciser pour les orgas (NOM DE L'ORGA, FONCTION) dans l'objet du mail, et pour les personnalités publiques (NOM, PRÉNOM, FONCTION)).

Adresse de contact : [noussommestousdesmalfaiteurs at riseup.net](mailto:noussommestousdesmalfaiteurs@riseup.net) Site contact : <https://noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org>

PREMIERS SIGNATAIRES :

Coordination Stop CIGEO : (CEDRA, EODRA, Habitants Vigilants de Gondrecourt-le-Château, Habitants Vigilants de Void-Vacon, des habitant-e-s de Bure et des environs. Burestop 55, Meuse Nature Environnement et Mirabel Lorraine Nature Environnement)

Organisations nationales :

Agir pour l'Environnement

Alternative Libertaire

Amis de la Terre France

Arrêt du nucléaire

ATTAC

CGT-Caisse des dépôts

Collectif "La Fête à Macron"

DAL - Droit Au Logement

EELV

Ende Gelande France

Ensemble !

France Nature Environnement

Greenpeace France

Groupe Parlementaire de la France Insoumise

HALEM

Réseau Sortir du Nucléaire

Union Syndicale Solidaires

Organisations régionales et locales :

ACDN (Action des citoyens pour le désarmement nucléaire)

A.C.T.E. (Association Chalonnaise pour une Transition Écologique énergétique et citoyenne)

ADENY (Association de défense de l'environnement et de la nature de l'Yonne)

Alternative Libertaire 54

ARPENT (Association pour la Restauration et la Protection de l'Environnement Naturel du Tonnerrois)

A.P.P.E.L.S.

Arrêt du nucléaire Savoie

Arrêt du nucléaire 34

ASODEDRA

ATTAC Agen

ATTAC Hauts-Cantons (34)

BI Lüchow-Dannenberg

Bure Hateurs

CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement Pays Basque et Sud des Landes)

CAPEN 71 (Confédération des associations pour la protection de l'environnement et de la nature en Saône & Loire)

CCAN de Nancy (Centre Culturel Autogéré de Nancy)

CEDRAT 87

Cercle 49

Comité de soutien transfrontalier // Grenzüberschreitendes Solikomitee

Comité de lutte Bure/Longwy

Comité STOP Bure 41

Comité de lutte Bure n

Contr'Atom

Décroissance IDF

FNE Grand Est

Ki 6 col' (Bourges, 18)

La France Insoumise 44

LDH Châlons-sur-Saône

Leforest Environnement

Les Amis de la Décroissance IDF

Mouvement de la paix - Comité sud 54

Rhône-Alpes Sans Nucléaire

STOP EPR Ni à Penly ni Ailleurs (SENPNA)

STOP Fessenheim

STOP Golfech

STOP Nucléaire 26

STOP TRANSPORT - HALTE AU NUCLEAIRE

SDN Aude (11)

SDN Berry-Giennois-Puisaye

SDN Bugey

SDN Deux-Sèvres (79)

SDN Isère (38)

SDN Moselle

SDN Paris (75)

SDN Pays Nantais (44)

SDN Trégor

SEL47TERRE

Solidaritäts-Komitee Bure-Dreyeckland

Solidaires Alsace

Solidaires 54

STOP Précarité

Sud Collectivités Territoriales 54

Tchernoblaye (Gironde)

Terre et Liberté pour Wallmapu

Personnalités, intellectuel-les, artistes, activistes, politiques :

Paulette & Didier Anger, militant-e-s antinucléaires

Sara Aguiton, chercheuse au CNRS

Jérôme Baschet, historien

Ludivine Bantigny, historienne

Julien Bayou, porte-parole de EELV

Anne-Emmanuelle Berger, professeure à Paris 8

Judith Bernard, metteure en scène et journaliste

Eric Beynel, co-délégué de Solidaires

Christophe Bonneuil, historien

Sam Bourcier, sociologue université de Lille

Isabelle Cambourakis, éditrice

Geneviève Coiffard-Grosdoy, militante associative

Jean-Baptiste Comby, sociologue

Danakil, musiciens

Jean-Jacques Delfour, philosophe

Benjamin Dessus, ingénieur et économiste

Anne Gaudron, présidente de la LDH Pyrénées Orientales

Vincent Gay, maître de conférences

Barbara Glowcewzski, anthropologue

Cécile Gondard-Lalane, co-déléguée de Solidaires

Émilie Hache, philosophe

Éric Hazan, éditeur

Odile Hélier, anthropologue

François Jarrige, chercheur et historien

Rose-Marie Lagrave, sociologue EHESS

Amélie Le Renard, professeure à Paris 1

Stéphane Lavignotte, pasteur

Sandra Laugier, professeur des universités

Olivier Long, universitaire et peintre, Paris-1

Jean-Marie Matagne, docteur en philosophie

Hélène Merlin-Kajman, professeure

Catherine Neveu, directrice de recherche CNRS

Albert Ogien, directeur de recherche CNRS

Gérald Orange, professeur honoraire

La Parisienne Libérée, chanteuse

Mathilde Panot, députée

Alessandro Pignocchi, auteur de BD

Christine Poupin, porte-parole du NPA

Josep Rafanell Orra, psychologue et écrivain

Les Ogres de Barback, musiciens

Sandra Regol, porte-parole de EELV

Serge Quadruppani, écrivain

Françoise Verchère, opposante historique à NDDL